

Le foyer
Centenaire de l'accord Sykes-Picot — 3^{ème} partie
Claudius Weise

Après la signature de l'accord Sykes-Picot, en mai 1916, la Grande-Bretagne s'était efforcée d'en saboter les dispositions au moyen d'un soutien apporté au projet sioniste en Palestine ainsi qu'au mouvement d'indépendance arabe en Syrie. Une réorganisation du Proche Orient entraînant une obligation du respect du droit des peuples devait, il est vrai, être officiellement atteinte lors du Traité de Paris. Le résultat en fut une désillusion acerbe, en particulier pour les Arabes.

David Lloyd George qui, comme premier ministre, mena la Grande-Bretagne à la victoire dans la première Guerre mondiale, n'était pas un ami de l'étude des archives. Son secrétaire de cabinet, Maurice Hankey, sut ce qu'il avait à faire, par conséquent, lorsqu'en août 1918, un mémorandum intitulé *Petroleum Situation in the British Empire*, arriva à la *Downing Street*. Son rédacteur, le contre-amiral Sir Edmond Slade, siégeait au comité directeur de l'*Anglo Persian Oil Company* et voulait diriger l'attention du gouvernement sur les gisements de pétrole mésopotamiens. Étant donné que le pétrole — sur la base de son rendement thermique 4 fois supérieur au charbon — devait remplacer celui-ci à l'avenir, en tant que carburant de la flotte britannique, il était d'un intérêt national saillant de placer la plus grande quantité possible de pétrole sous contrôle britannique, écrivait Slade. En particulier la région de Mossoul était à l'occasion d'importance, parce que des investigations de géologues allemands du temps d'avant-guerre signalaient instamment que se présentaient là « les plus grandes réserves inexploitées, connues actuellement dans le monde ». Celui qui dominait les régions pétrolières de Perse et de Mésopotamie, celui-là contrôlait donc aussi « la majorité des sources du carburant liquide de l'avenir ». Pour assurer l'accueil correct de ce mémorandum, Hankey — qui avait travaillé auparavant dans le service de renseignements de la marine, dont Slade avait été le directeur de 1907 à 1909 — rajouta un page de couverture, sur laquelle il écrivit : « Très secret et important », ainsi qu'un résumé d'assentiment : « Ne serait-ce pas avantageux, de s'assurer des sources estimables du pétrole de la Mésopotamie ? »¹ Lloyd George en fut aussitôt convaincu.

Avec et contre la France

Bien sûr, Lloyd George savait que Mossoul avait été promise aux Français dans l'accord Sykes-Picot, pourtant il n'était pas disposé sans plus à s'arrêter à cela.² Peu après la conquête de Damas, il donna l'ordre de prendre Mossoul. Bien que le cessez-le-feu avec l'empire ottoman entra en vigueur le 30 octobre 1918, les Britanniques marchèrent simplement plus avant et investirent Mossoul, quatre jours plus tard, une ville qui n'était même pas défendue. Dans le même temps, le 28 octobre, Thomas Edward Lawrence — revenant de Damas — rentra à Londres, pour se démenter en faveur de la cause des Arabes. Il est vrai que tandis que Lawrence voulait démêler ce que la Grande-Bretagne pouvait faire pour les Arabes, les politiciens des affaires étrangères britanniques eux, étaient plutôt intéressés sur la manière inverse de se comporter. Lawrence proposa de se mettre d'accord avec les Arabes aux dépens des Français. Avec cela, la Syrie dû être dominée par le prince hachémite Fayçal ibn Hussein et la Mésopotamie par son frère Abdullah, qui tous deux — selon Lawrence — se trouveraient unis avec

¹ James Barr : *Une ligne dans le sable — Grande-Bretagne, France et la bagarre qui conforma le Proche Orient*, London 2012, pp.65 et suiv. et note de bas de page 386. Les gisements de pétrole de la péninsule arabique n'étaient pas encore connus à l'époque, mais bien ceux du Sud de la Mésopotamie — une région dont les Britanniques s'étaient déjà assuré dans le cadre de l'accord Sykes-Picot. Voir Claudius Weise : *Le dernier K*, *Die Drei* 3/2016, p.38. [traduit en français sous le fichier DDCW316.DOC, disponible auprès du traducteur, *ndt*]

² À l'indignation de ses collaborateurs, Lloyd George jonglait même avec l'idée de faire semblant de proposer aux Américains la Syrie et la Palestine, seulement pour que les Français eussent l'impression qu'ils devaient renoncer librement à la Palestine pour pouvoir conserver la Syrie. Voir Christopher M. Andrew : *L'apogée de l'expansion impériale française*, Stanford 1982, p.162 et David Fromkin : *Une paix pour mettre fin à toute paix : La chute de l'Empire Ottoman et la création du Proche Orient moderne*, New York 2009, p.374.

eux contre la France. Par ailleurs, Fayçal, en tant que représentant des Arabes, devait participer aux négociations de paix. Ces suggestions tombèrent sur un terrain fertile : « Nous devons nous engager de toutes nos forces pour l'autodétermination », jugeait par exemple l'influent George Curzon, « car au fond de notre cœur, nous savions que nous en retirerions vraisemblablement plus de profit que tous les autres. » En même temps, il se montrait « sérieusement soucieux que cette grande puissance-là dont nous avons à redouter le plus à l'avenir, c'est la France ».³

Mais les Français tenaient aussi pour acquis de se défaire, par un aveu du bout des lèvres, du droit d'autodétermination des peuples. On sut finalement que les Américains faisaient face en refusant l'accord Sykes-Picot. Au moment où, le 28 avril 1917, le ministre des affaires étrangères britanniques, Arthur Balfour, eut communiqué à Edward M. House — le conseiller le plus proche du président Woodrow Wilson — les grandes lignes de l'accord, sa réaction semblant prophétique fut : « Tout ceci est mauvais et je l'ai dit à Balfour aussi. Ils en font un foyer de guerres futures.⁴ » Britanniques et Français durent donc dérober leurs intérêts à la vue des Américains. Malgré tous les conflits faisant rage sous le seuil, ceci fut un motif commun et donc les deux gouvernements se mirent d'accord au début de novembre, lors de la « déclaration anglo-française », laquelle comptait sur ce sujet induire l'opinion publique mondiale en erreur. Car elle promettait certes aux peuples de l'empire ottoman leur « libération complète et définitive » et déclarait « qu'on encouragerait et soutiendrait la mise en place de gouvernements et d'administrations indigènes en Syrie et Mésopotamie » — pourtant le mot « indépendance » fut soigneusement évité et on assura, en ayant l'air désintéressé, que l'on « voulût veiller, au moyen d'un soutien et d'une aide appropriée, à garantir le travail proportionné » de ces gouvernements, en laissant ouverte toute intervention, que les deux grandes puissances souhaiteraient. La France interpréta la déclaration, en outre, comme une confirmation implicite de l'accord Sykes-Picot. Sur ce point elle fut elle-même induite en erreur⁵.

Et une union se réalisa sous une autre considération encore. Car Lloyd George savait que le premier ministre, George Clemenceau, était en premier lieu intéressé dans une revanche de 1870, à savoir le retour de l'Alsace-Lorraine. Par contre, il n'accordait que peu de valeur à un protectorat syrien : selon lui, « Il rendrait purement et simplement heureux une paire de réactionnaires ». Un jour avant que le 1^{er} décembre Clemenceau arrivât à Londres pour consultation, Balfour exprima vis-à-vis de l'ambassadeur Paul Cambon, la menace poliment emballée, que l'attitude intraitable de la France en rapport au traité Sykes-Picot pût avoir de regrettables répercussions pour ses propres intérêts. Le jour suivant, Clemenceau se présenta extrêmement enjoué : « Eh bien, de quoi voulons-nous donc parler ? » dit-il. Lloyd George rétorqua : « Mésopotamie et Palestine ». Clemenceau : « Dites-moi ce que vous voulez ». Lloyd George : « Je veux Mossoul. » Clemenceau : « vous l'aurez. Quelque chose encore ? » Lloyd George : « Oui, je veux aussi Jérusalem. » Clemenceau : « Vous l'aurez. » Le pétrole était assuré.⁶

L'arc est surtendu

En ces jours-là, tout semblait aller au mieux pour la Grande-Bretagne, au gré de ses désirs. Le 12 décembre, Balfour réunit une fois encore le sioniste Chaim Weizmann avec Fayçal, que Lawrence entre temps avait amené à Londres. Étant donné que Fayçal n'était pas seulement politiquement dépendant de Londres, mais l'était encore financièrement, il se laissa embarquer dans l'accord souhaité et dégagea avec Weizmann et Lawrence un accord qui renfermait les points suivants : aménagement pacifique des

³ Voir Barr, pp.68 et suiv. et Fromkin, p.376.

⁴ Charles Seymour : *Les documents intimes du Colonel House* — Vol. III : *Dans la guerre mondiale*, Boston & New York 1928, p.45.

⁵ Voir Barr, pp.69 et suiv. et Fromkin, p.331. Les Britanniques considérèrent la déclaration carrément comme le désaveu de l'accord Sykes-Picot. Voir Matthew Hughes : *Allenby et la stratégie britannique au Moyen Orient, 1917-1919*, Milton Park 1999, p.116. Le texte est accessible sous : https://en.wikisource.org/wiki/Anglo-French_Declaration .

⁶ Voir Barr, pp.71 et suiv. et Fromkin, p.375. Clemenceau affirma par la suite qu'il eût fait ces concessions sous la condition préalable d'avoir part, pour moitié, au gisement de pétrole de Mossoul. Voir Andrew, pp.174 et suiv.

relations entre Juifs et Arabes ; contrôle musulman des lieux saints de l’Islam ; reconnaissance de l’objectif de la « déclaration Balfour », à savoir « l’instauration d’un berceau national pour le peuple juif en Palestine » ; pleine égalité en droits pour les Arabes de l’endroit et encouragement de leur développement économique ; appel ultime à la Grande-Bretagne en tant que juge arbitral dans tous les cas de litiges. Pourtant Fayçal, lui, rajouta une condition décisive : il ne se sentirait ensuite lié à cet accord que si les objectifs nationaux des Arabes étaient aussi réalisés. Conseillé par Lawrence, il définit désormais ces derniers de la manière suivante : complète indépendance de la Syrie ainsi qu’une souveraineté limitée en Mésopotamie et Palestine — où le soutien ou selon le cas, la surintendance d’une « puissance étrangère » était acceptée — quant à savoir celle dont il devait s’agir, c’était clair.⁷ L’accord Fayçal-Weizmann fut signé le 3 janvier 1919. Deux semaines plus tard débutèrent les négociations de paix de Paris. Après de vains efforts des Français pour exclure Fayçal de la conférence, celui-ci put s’adresser aux délégués le 6 février, à l’occasion de quoi Lawrence lui servit de traducteur. Fayçal en appela au droit d’autodétermination des peuples et loua la Grande-Bretagne pour son soutien accordé jusqu’alors. Au moment où le ministre français des affaires étrangères, Stéphen Pichon, objecta que son pays avait aussi aidé les Arabes, Fayçal le remercia avec une ironie polie pour l’expédition d’une « petite troupe avec quatre canons usagers et deux neufs ». À l’argument de Clemenceau, selon lequel la France fondât ses revendications en Syrie sur une « protectorat séculaire, dont les origines remontaient aux croisades », Lawrence para en renvoyant sèchement au fait que les croisés avaient été vaincus et les croisades avaient échoué. Ce fut une scène réussie et Fayçal laissa derrière lui une si bonne impression que le ministre américain des affaires étrangères, Robert Lansing, pensait de son côté que « sa parole semblait respirer un parfum d’encens. »⁸



Fayçal ibn Hussein (au milieu), avec son cortège à la conférence de paix de Paris, parmi ces personnalités, Thomas Edward Lawrence (troisième à partir de la droite).

Mais les Britanniques avaient littéralement compté sans leur hôte, car la pression que fut en mesure d’exercer l’opinion publique française sur les délégués fut considérable. Des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères organisèrent même une campagne de presse qui reprocha à Clemenceau son esprit outrageusement conciliant en rapport avec la Syrie et le *Comité de l’Asie française*, exigea même de lui, dans un mémorandum, de ne pas céder de terrain derrière l’accord Sykes-Picot. Clemenceau porta ce mémorandum à la connaissance des Britanniques, le 15 février 1919,

⁷ Voir Scott Anderson : *Lawrence en Arabie : guerre, escroquerie, folie impériale et la fabrication du Moyen Orient moderne*, Londres 2014, pp.486 et suiv. et Barr, pp.70 et suiv.

⁸ Voir Andrew, p.186 & Barr, p.75.

et ajouta — en signe de bonne volonté de sa part — qu’il se sentait engagé à Lloyd George par une convention orale — à condition que la revendication de la France sur toute la Syrie fût reconnue en échange. Mais les Britanniques reconnurent, par erreur, dans ce geste chevaleresque, un signe de faiblesse et exigèrent encore l’Oasis de Palmyre qui pouvait former une station importante pour le *pipeline* de pétrole entre Mossoul et la Mer méditerranée. Clemenceau en eut alors assez : « Je ne donnerai plus jamais rien » dit-il au président Raymond Poincaré. « Lloyd est un menteur. Il m’a métamorphosé en « Syrien. »⁹

Muawiya redivivus [re ssuscité, ndt]

Dans cette situation fourvoyante, le président US Woodrow Wilson pouvait jouer le rôle préféré par lui-même, celui de juge arbitre impartial. En vertu d’une indication de Rudolf Steiner, présent et passé vinrent alors se rejoindre ici d’une manière particulière. Steiner renvoie dans ses *Considérations ésotériques de contextes karmiques* au calife Muawiya ibn Abu Suyfan déjà précédemment cité — justement celui-là qui avait autrefois transféré la capitale de l’empire islamique de La Mecque à Damas.¹⁰ Selon Steiner, celui-ci était « un homme méditatif, mais un homme à qui peu de choses extérieures réussirent, ni non plus dans les régions spirituelles d’ailleurs. [...] Celui qui suit lors expéditions de guerre, les énergies qui furent mises en œuvre alors furent carrément actives sous Muawiya, celui-là verra qu’elles imprégnaient une volonté d’avancer contre l’Occident dans ce temps-là, reliée à une force de propulsion prodigieusement forte, qui n’a été justement qu’émoussée ». Steiner décrit alors comment une telle force d’impact continue d’agir encore après la mort et « beaucoup de ce qui est resté à l’état d’ardente nostalgie, se voit reconfiguré ensuite, en tant que plans universels de domination intellectuelle, pour une vie successive ; mais sous forme de plans universels de domination intellectuelle qui n’adoptent cependant aucune forme très concrète »¹¹. Ce Muawiya [selon Rudolf Steiner, *ndt*] s’est à présent réincarné comme Woodrow Wilson, or, les plans de conquête ratés du cinquième calife, s’étaient à l’occasion métamorphosés dans ses idées abstraites d’amélioration du monde :

Étudiez le caractère déjà imprégné d’abstraction des 14 points [...] dans la configuration d’âme et demandez-vous ensuite si une telle configuration d’âme pouvait avoir été prédisposée ailleurs que chez un successeur de Muhammad ! Et prenez le fatalisme déjà développé chez Muawiya et transportez-le à l’époque de l’abstraction moderne et vous ressentirez l’analogie avec l’élément muhammadan : ce « Allah l’a révélé » ; « Allah le fera, le seul et unique salut ! » — et essayez de correctement comprendre mainte parole prononcée par le porteur des 14 points : vous trouverez *Cum grano salis*, une concordance presque littérale.¹²

Nous avons oublié depuis longtemps aujourd’hui que Wilson n’a pas fait seulement le bonheur du monde, en 1918, avec ses célèbres 14 points du 8 janvier, mais par dessus le marché, avec les 14 principes du 11 février ; les « quatre buts » du 4 juillet et, pour finir, les « cinq particularités » du 27 septembre — toutes des listes, proprement énumérées ensemble, d’idéaux abstraits sonnait bien que le président défendit avec un zèle messianique.¹³

Des experts entre eux

En outre, la conviction de Wilson s’appliquait à ce que le monde pût être amélioré au moyen d’experts académiques. (Avant sa carrière politique, Wilson avait été professeur d’université.) Sur son injonction,

⁹ Voir Barr, pp.77 et suiv. et Fromkin, p.396. Le ministre britannique des affaires coloniales, Alfred Milner, proposa même de laisser aux Français purement et simplement le Liban et le port d’Alexandrette (aujourd’hui Iskenderun). Voir Andrew, p.189.

¹⁰ Voir Weise : *Le dernier K*, pp.30 et suiv.

¹¹ Conférence du 16 mars 1924 dans Rudolf Steiner : *Considérations ésotériques de contextes karmiques*, Premier tome (GA 235), Dornach 1994, pp.179 et suiv.

¹² À l’endroit cité précédemment, pp.181 et suiv.

¹³ Voir Anderson, pp.487 et suiv. et Fromkin, pp.258 et suiv.

House avait commencé en secret, dès septembre 1917, à réunir une commission qui était censée élaborer des plans pour une réorganisation du monde. Ce groupe financé, non pas par l'état, mais par des banquiers dans l'aisance, portait le nom de « *The Inquiry* » [= l'enquête] et était constitué en grande partie d'universitaires, organisés en plusieurs groupes de travail.¹⁴ Pourtant l'impression de compétence, qui était soigneusement cultivée, était trompeuse. Le groupe qui s'occupait du Moyen Orient consistait en dix érudits, parmi lesquels certains ne l'avaient pas du tout étudié et le reste exclusivement son passé. Ainsi le premier président fut Dana C. Munro, un spécialiste des croisades et son successeur, William L. Westermann — quoique mondialement à la tête de sa spécialité — était un papyrologue. Parmi les autres membres, il se trouvait un spécialiste de l'Amérique latine et un anthropologue, spécialisé sur les Indiens d'Amérique du Nord. À la suite de cela, dans la partie économique de leur rapport, la possibilité de nouveaux gisements de pétrole au Proche Orient ne fut pas prise en compte en tout état de cause.¹⁵

Les 14 points de Wilson furent le premier résultat des recommandations de « *l'inquiry* » et quelques-uns de leur membres conseillèrent le président aussi pendant les négociations de paix à Paris. Pour le Proche Orient, c'étaient, outre Westermann et cet anthropologue mentionné, un spécialiste en langue et littérature persanes.¹⁶ Les manières de voir de Westermann n'étaient pas, dans l'entrefaite, si totalement étrangères au monde que ça. Ainsi tenait-il une application rigide du droit d'autodétermination des peuples pour fautive parce que les différences religieuses pèsent exactement aussi lourd que celles ethniques et en outre, tout tracé de frontière devait nécessairement avoir pour conséquence la formation de minorités, qui nécessitaient l'intervention d'une puissance étrangère. La Syrie, en particulier, ne devait pas devenir aussitôt autonome à cause de cette multiplicité ethnique et religieuse, mais rester au contraire sous contrôle international. Il proposa quelque chose d'analogue pour la Mésopotamie et la Palestine, à l'occasion de quoi il recommandait l'idée d'un état juif. On pouvait seulement abandonner à eux-mêmes les clans arabes du désert de la Péninsule arabique. Quant à savoir bien entendu quel aspect devait avoir ce contrôle international, il laissait la question ouverte.¹⁷

Le ministère américain des affaires étrangères combla ces lacunes par son propre rapport. Pour ce qui concernait la Syrie, l'administration militaire devait le plus tôt possible être remplacée par des institutions civiles, mais cela aussi seulement à titre temporaire, jusqu'à ce que des conditions stables fussent restaurées. Les bandes côtières ne devaient pas être isolées de l'intérieur du pays, le Liban, d'empreinte chrétienne [maronite, courant chrétien très ancien ; par ailleurs, beaucoup de Chrétiens libanais ont des offices en araméen, la langue du Christ, *communication personnelle du traducteur*], était censé jouir d'une autonomie à l'intérieur de l'état syrien indépendant.¹⁸ Le rapport final de l'« *Inquiry* » au sujet du Proche Orient, daté du 21 janvier 1919, réunissait les recommandations de Westermann d'avec celles du ministère des affaires étrangères et examinait en outre avec soin la possibilité d'une confédération future de tous les états arabes : « Sous le point de vue de la prospérité et du développement des états arabes, ceci serait la meilleure solution ; » La Grande-Bretagne, dont l'administration coloniale fut estimée exemplaire par l'« *Inquiry* », devait en recevoir le « mandat »¹⁹ pour la Palestine, jusqu'à ce que

¹⁴ Voir Markus Osterrieder : *Monde en révolution*, Stuttgart 2014, pp.1269 et suiv.

¹⁵ Voir Fromkin, pp.260 et suiv. et Lawrence E. Gelfand : *The Inquiry. American Preparations for Peace, 1917-1919 [L'enquête. Des préparations américaines pour la paix, 1917-1919]*, New Haven & Londres, 1963, pp.60 et suiv. et p.250.

¹⁶ En renfort, on leur avait attribué le jeune William Yale, qui avait été pendant la guerre le seul et unique collaborateur du service d'information au Proche Orient. À partir de sa vision, les efforts des experts étaient complètement dénués de sens, car « Wilson et House semblaient ne pas tenir compte de ce que nous faisons. », Voir Anderson, pp.488 et suiv.

¹⁷ Voir Gelfand, pp.248 et suiv. Westermann tenait déjà les plans de Wilson pour la réorganisation du monde pour trop vagues et inappropriés, déjà pendant la traversée vers l'Europe. Voir à l'endroit cité précédemment, pp.170 et suiv.

¹⁸ À l'endroit cité précédemment, pp.250 et suiv.

¹⁹ L'idée du « mandat » était déjà été développée par les Britanniques et les Américains sur le terrain avancé des négociations de paix et signifiait un peu plus qu'un protectorat — avec la distinction que la SDN planifiée devait en déléguer *pro forma* la curatelle à la grande puissance concernée. Voir Osterrieder, pp.1204 et suiv.

les Juifs y formassent une majorité. Pour la Mésopotamie, un mandat fut aussi proposé à la Grande-Bretagne, car elle était cette « la puissance qui savait au mieux s'y prendre avec les Arabes »²⁰

Deux gentlemen en voyage

Mais au lieu d'associer les propositions bienveillantes de « l'*Inquiry* » avec les idées et initiatives riches de promesses de Lawrence — comme l'entente entre Fayçal et Weizmann — Wilson se raidit de préférence sur un principe abstrait. Lors d'une rencontre avec Lloyd George et Clemenceau, le 20 mars 1919, il déclara que pour une réorganisation du Moyen Orient la bonne intelligence des peuples à gouverner était irrémissible. On devait donc enquêter pour savoir si les habitants de Syrie voulaient être principalement gouvernés par les Français et les Mésopotamiens par les Britanniques. Clemenceau, qui flairait une possibilité de compromettre les Britanniques, acquiesça à la condition que l'on dût y inclure aussi la Palestine, car il soupçonnait, à bon droit, qu'il n'y avait là aucune majorité pour l'état juif sous protectorat britannique. C'est aussi ce que devina Lloyd George. En outre le service de renseignements de la marine britannique avait tout d'abord insisté récemment sur l'importance de gouvernements stables dans ces régions, dont les gisements pétroliers devaient être exploités. Un mandat était-il imposable en Mésopotamie, si un état arabe indépendant existait juste à côté, en Syrie, ? À présent, pour le coup, les Britanniques reconnaissaient que l'idée d'autodétermination des peuples était opposée à leurs propres intérêts.²¹

Pour découvrir les souhaits des Arabes, Wilson proposa la formation d'une commission qui était censée aller glaner des informations sur place. Étant donné que Français et Britannique voulaient conférer le moindre poids possible à cette commissions, ils n'y députèrent aucun émissaire propre, de sorte que celle-ci se composa exclusivement de deux Américains : le Théologien Henry C. King, président de l'*Oberlin College* de l'Ohio — qui s'entendait en arts — et l'homme d'affaires Charles R. Crane, toujours est-il que celui-ci passait pour un arabisant fort instruit.²² La commission King-Crane voyagea à l'été 1919 en Syrie, Palestine et aussi dans l'ouest de la Turquie, mais pas en Mésopotamie, car les Britanniques pouvaient en empêcher l'inclusion, tout en présentant une rapport rédigé par eux-mêmes selon lequel l'opinion publique y était bien pro-britannique de ce côté-là. En Palestine, ils tentèrent de force d'influencer les enquêtes de la commission, ce que les Français entreprirent pareillement au Liban, mais avec nettement moins d'adresse. En Syrie, par contre, un Parlement s'était réuni, le « Congrès général syrien », qui peu avant l'arrivée de King et de Crane vota d'une manière démonstrative pour l'indépendance et contre le mandat français.²³

En dépit de toutes les tentatives de manipulation, la commission en vint dans son rapport daté du 28 août 1919 aux résultats que ni les Britanniques, ni les Français ne pouvaient convenir. Étant donné que la plupart des Arabes souhaitaient un état indépendant et préféraient à part cela les Américains comme puissance protectrice, on recommanda de réunir la Syrie, le Liban et la Palestine dans un état sous mandat américain, avec Fayçal comme souverain, qui fut prisé comme « la seule et unique figure saillante, s'avérant convenir pour rendre les plus grands services à la paix mondiale ». Aux Britanniques devait être transmis le mandat pour la Mésopotamie. Pour ce qui concernait le sionisme, King et Crane exprimaient une réflexion pénible : le « programme sioniste extrême » d'une immigration juive illimitée avec l'objectif d'un état juif, nécessitait la « plus sérieuse modification », car sinon les droits de la majorité non-juive (à l'époque de 90%) étaient menacés. En outre cette

²⁰ Voir Gelfand, p.255. Entre 1958 et 1979, on s'efforça en vain à plusieurs reprises de former une confédération de ce genre. Le parti Baath (= Parti socialiste du réveil arabe) y joua un rôle important. En firent partie — en combinaison alternée — l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, l'Irak et le Yémen.

²¹ Voir Barr, pp.80 et suiv. et Fromkin, pp.396 et suiv.

²² Yale (voir la note 16) servait ici encore comme assistant. Voir Anderson, p.489. Puisqu'il avait travaillé avant la guerre pour la compagnie américaine *Standard Oil*, les Britanniques ne le voulurent en aucun cas le laisser se rendre à proximité des champs pétroliers de la Mésopotamie. Voir Barr, p.84.

²³ Voir Andrew, pp.202 et suiv., Barre, pp.84 et suiv. et Fromkin, p.397.

majorité refusait largement le sionisme, par conséquent ses objectifs ne pourraient être imposés, en définitive, que par la force. En conséquence l'immigration juive devait être limitée et la Palestine ne pas rester isolée de la Syrie.²⁴

Un roi comme esclave

L'incommoder rapport de la commission King-Crane resta, il est vrai, sous clef et sans effet. Pour préciser, Wilson s'était remis en route le 29 juin pour rentrer aux USA, afin d'y gagner la cause du traité de Versailles signé le jour précédent or, le 2 octobre, il fut victime d'une attaque cérébrale dont il ne se remit jamais.²⁵ Les plans à long terme de cette individualité se retrouvaient une fois de plus en échec — et les Européens, laissés à eux-mêmes, se remirent immédiatement à réfléchir à partir de leurs intérêts égoïstes.²⁶ Car épouvantés par la perspective d'une autodétermination effective, les Britanniques étaient aussi, entre temps, dans une situation où ils ne disposaient plus de ce qu'ils avaient avancé en trompant. En outre, les débours pour les troupes d'occupation au Proche Orient étaient devenus une charge de politique intérieure. Lawrence se vit en conséquence mis de côté²⁷ et Lloyd George résolut de concentrer l'engagement britannique sur la Mésopotamie et la Palestine — là-bas à cause du pétrole, ici à cause de son prestige national (et personnel), qui en eût été sinon endommagé. En ce qui concernait les frontières de la Palestine, Lloyd George, versé dans la Bible, défendit la formule vétérotestamentaire « De Dan à Bersabée » (**Juges 20**, 1). Mais comme les Archéologues expressément consultés ne surent pas où se trouvait, pour le coup, la biblique Dan, finalement la frontière nord fut fixée avec l'aide du directeur de la *Anglo Persian Oil company*.²⁸

Après quoi Lloyd George reprit l'association avec Clemenceau, à qui il assura, dans une manière de grand style : « Pour nous, l'amitié de la France vaut dix Syrie. » Le 13 septembre, il lui fit part que la Grande Bretagne se retirerait jusque la fin de l'année. Fayçal réagit à cette nouvelle par la remarque amère que dans des époques antiques, un esclave avait encore eu le droit d'exiger d'être vendu à un autre maître. Il espérait qu'au 20^{ème} siècle pour le moins ce droit avait été conservé ». ²⁹ Mais Clemenceau aussi blâma ce procédé au moment où il comprit que les Britanniques ne voulaient pas du tout lui remettre l'intérieur de la Syrie à lui, mais l'abandonner à Fayçal. Une rencontre entre les deux se déroula en conséquence vraiment dans une atmosphère glaciale. Clemenceau admonesta Fayçal en lui disant qu'il n'était rien qu'un agent britannique qui soutenait des intrigues britanniques » ; il ne le reconnaîtrait ensuite comme chef d'état seulement s'il fût en situation d'y maintenir l'ordre. Le général Henri Gouraud, que Clemenceau avait nommé peu avant nouveau haut commissaire pour la Syrie,—

²⁴ Voir Barr, pp.85 et suiv. Le rapport qui, dans son ensemble, s'efforçait à l'objectivité, renfermait encore des déclarations comme celle-ci : « Les Musulmans reconnaissent que le temps est venu de laisser leurs femmes se former et ils disent que celles qui ont reçu une formation française tendent à devenir incontrôlables. » Andrew, p.203 Le rapport est accessible dans son ensemble à : <http://www.hri.org/docs/king-crane/syria-recomm.html>.

²⁵ Lloyd fut d'avis plus tard que la seule et unique chose qui restât intacte chez Wilson « c'était son esprit opiniâtre anormal » ; Fromkin, p.398.

²⁶ À la fin des fins, Wilson devait ici aussi provoquer le contraire ce qu'il avait eu l'intention de faire. À ce sujet, ici Steiner remarque avec pertinence : C'est de nouveau un élément caractéristique de ce que Wilson a voulu poser dans le monde ; car ses idées n'ont eu aucune chance d'aboutir au point qu'il a voulu, par exemple, laisser courir dans le monde cette idée de la paix [il a en tête ici l'initiative de paix de Wilson du 22 janvier 1917] et de cette idée de paix en a rejailli la guerre pour son propre pays ». Rudolf Steiner : *Vérités de l'évolution humaine et de l'humanité — Le karma du matérialisme (GA 176)*, Dornach 1982, p.22.

²⁷ Lawrence en fut conséquemment si frustré qu'un jour, de la balustrade de son hôtel, il fit tomber en pluie sur Lloyd George, Balfour et l'ambassadeur britannique à Paris trois piles de papier toilette. Voir Barr, p.82.

²⁸ Barr, pp.89 et suiv. Cette frontière existant encore jusqu'à aujourd'hui fut fixée selon deux critères : une distance la plus grande possible du canal de Suez et la possibilité de pouvoir construire une voie de chemin de fer vers la Méditerranée. Voir aussi la description quelque peu divergente chez Fromkin, p.400.

²⁹ Voir Barr, pp.90 et suiv.

comme successeur de François George-Picot — aboya du même ton menaçant : si du sang dût être versé pour maintenir l'ordre, alors il n'hésiterait pas à le faire.³⁰

Fayçal que les Britanniques, comme il le disait « avaient livré pieds et mains liés aux Français »³¹, se commit, acculé aux nécessités, à des conditions à peine à distinctes de celles de l'accord Sykes-Picot. Certes, Clemenceau reconnut le droit de la Syrie à l'autodétermination et garantit aussi son indépendance ainsi que son intégrité territoriale ; inversement, nonobstant, des conseillers français furent censés organiser la mise en place de l'administration, les firmes françaises furent traitées avec adjudication préférentiellement à leur profit de toutes les concessions économiques et les affaires étrangères de la Syrie seraient représentées par la France. Bref : À tous égards, — seulement pas par le nom — elle devait devenir un protectorat français. (La bande côtière syro-libanaise demeurant sans plus directement sous le contrôle français.) Pour Clemenceau ces conditions dures représentaient un risque de politique intérieure, car le premier ministre socialiste avait perdu, en novembre 1919, sa majorité parlementaire au profit du « bloc national » conservateur, lequel critiquait même le traité de paix avec l'empire allemand comme de trop grand style. C'est pourquoi cet arrangement resta secret et ne fut pas non plus contractuellement fixé. Au moment où Clemenceau se retira, le 20 janvier 1920, Fayçal se retrouvait comme une sentinelle perdue.³²

Le retour des chevaliers croisés

En Syrie, la couche supérieure de la population, anciennement installée, qui s'était arrangée pendant des siècles avec les Ottomans, était prête à une entente avec les Français, pourtant les forces radicales s'imposèrent et en appelèrent de nouveau au « Congrès général Syrien », lequel déclara la Syrie indépendante en mars — avec Fayçal comme monarque constitutionnel et dans ses « frontières naturelles », c'est-à-dire incluant la Palestine et le Liban. Au gouverneur militaire britannique de Palestine une résolution fut transmise qui refusait le sionisme et proposait le rattachement à la Syrie, et en Mésopotamie la proclamation d'un royaume indépendant avec le frère de Fayçal, Abdullah, comme souverain.³³ Les britanniques réagirent d'abord avec malignité [conformément, en fait, à leur réputation française de « *perfide* » *Albion*, *ndt*], mais changèrent d'attitude lorsque les Français menacèrent de persister dans le contrôle international de la Palestine, convenu dans le cadre de l'accord Sykes-Picot. En outre des troubles éclatèrent, après que des manifestants arabes eurent fêté Fayçal comme leur roi et exigé l'indépendance. Cela eut pour conséquence, en retour, des protestations des sionistes qui reprochèrent au gouverneur militaire son absence d'esprit de décision voire même son antisémitisme.³⁴ En présence de ces évolutions, Britanniques et Français se rabibochèrent définitivement, à la conférence de San Remo, organisée dans l'urgence (du 19 au 26 avril), sur le nouvel ordre suivant : la Grande Bretagne conservait le mandat pour la Mésopotamie et la Palestine (ce qui incluait la Jordanie actuelle), la France, le mandat du Liban et de la Syrie. Alexandre Millerand, successeur de Clemenceau légittima la parole donnée de celui-ci concernant Mossoul et la France participa, en compensation, à hauteur de 25 % à l'exploitation du pétrole de là-bas ; Seule la Péninsule arabique fut abandonnée à elle-même — très à l'avantage de Abdul Asis ibn Saud, le père de Fayçal, qui y exerçait une pression de plus en plus forte sur le chérif de la Mecque.³⁵ Pour calmer la situation en Palestine, les Britanniques remplacèrent leur gouverneur militaire, le 1^{er} juillet, par un haut-commissaire civil. La fonction scabreuse fut transmise à Herbert Samuel, celui-là même qui avait fait comprendre le projet sioniste au

³⁰ Voir Andrew, p.203.

³¹ À l'endroit cité précédemment, p.204.

³² Voir *ebenda* et Fromkin, pp.409 et suiv. Au suite du « Bloc national », qui était entré en campagne électorale avec le slogan incendiaire : « *L'Allemagne paiera !* », voir [https://de.wikipedia.org/wiki/Nationaler_Block_\(Frankreich\)](https://de.wikipedia.org/wiki/Nationaler_Block_(Frankreich))

³³ Voir Andrew, pp.216 et suiv. et Fromkin, p.347.

³⁴ Voir Barr, p.100. C'est un triste symbole que ces troubles éclatèrent précisément pendant la fête musulmane de Nabi Musa, qui est célébrée en l'honneur du prophète Moïse.

³⁵ Voir Andrew, pp.216 et suiv. et Fromkin, pp.410 et suiv. ainsi que Anderson, §491.

cabinet, cinq ans auparavant. « Pour le moins on ne pouvait pas lui reprocher son antisémitisme », remarqua un observateur britannique en considération de sa foi juive.³⁶

Les Français ne perdirent pas de temps de leur côté et préparèrent, militairement comme diplomatiquement, leur entrée en Syrie. Le 14 juillet, jour de la fête nationale française, le général Gouraud envoya un ultimatum à Fayçal, avec l'exigence de reconnaître la souveraineté de la France. Quoique Fayçal fût conscient du caractère désespéré de sa situation, il consentit après quelque hésitation, on donna alors l'instruction à Gouraud de considérer sa réponse comme trop tardive et au surplus, insuffisante et de marcher sur Damas. Les troupes arabes inférieures en tout, et sans espoir, furent battues à la bataille de Maysalun, le 23 juillet 1921. Trois jours plus tard, les Français entrèrent dans Damas, où Gouraud se rendit à la tombe du sultan Saladin — qui vainquit et repoussa de Syrie autrefois les chevaliers croisés — et debout, devant le simple sarcophage, se mit à vociférer : « Saladin, nous sommes revenus ! »³⁷ À Paris, Millerand déclara triomphalement que la Syrie se trouvait « en totalité et pour toujours » sous possession française. Fayçal partit en exil. Le rêve d'un état arabe indépendant était détruit jusqu'à nouvel ordre.³⁸

Mort hors de toute considération

Thomas Edward Lawrence servit encore un petit moment dans le service colonial sous Winston Churchill et se retira de la politique, dégoûté et profondément humilié. Britanniques et Français, ainsi le jugeait-il, avaient fait en sorte de remplacer l'accord Sykes-Picot par quelque chose de pire.³⁹ Au moyen des récits de la presse et de son livre de souvenirs *Les sept piliers de la sagesse*, entre temps mondialement célèbre, il entra dans l'armée sous un faux nom comme simple soldat, afin d'échapper à son ancienne vie. L'ancien Lawrence, pensait-il, « est mort. Il est même pire que mort. C'est un étranger que j'ai connu autrefois »⁴⁰. Il passa la dernière année de sa vie dans une simple chaumière retirée dans laquelle il n'y avait ni électricité ni même un lit digne de ce com. Le 13 mai 1935, Lawrence, motocycliste enthousiaste, sur sa grosse moto Brough Supérieur SS 100, évita deux enfants qui roulaient à vélo, tomba et se blessa mortellement à la tête avant de décéder six jours plus tard. Sa stèle funéraire le montre en tenue arabe.

Die Drei, 5/2016.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Claudius Weise, né en 1971, étudia la germanistique, la philosophie et la comparatistique à l'Université Libre de Berlin. Ensuite activité de régisseur et dramaturge libre. De 2008 à 2014 collaborateur au *Forum Theater* de Stuttgart, enfin comme représentant de l'intendant. Depuis 2015 rédacteur principal responsable de la revue *Die Drei*.

³⁶ Voir Barr, pp.100 et suiv.

³⁷ Barr, p.103. D'autres rapportent conformément qu'il donna un coup de pied dans le sarcophage et cria : « Réveille-toi Saladin, nous sommes revenus ! Mon temps scelle la victoire de la croix sur le croissant ! » Karl Ernest Mayer & Shareen Blair Brysac : *Faiseurs de roi. L'invention du Moyen Orient moderne*, New York 2008, p.359.

³⁸ Voir Andrew, pp.218 et suiv. et Fromkin, p.349.

³⁹ Voir Anderson, p.491.

⁴⁰ À l'endroit cité précédemment, p.505.